



La Chaire « Grands enjeux stratégiques contemporains », une rentrée réussie

Jérôme Pellistrandi | Colonel, Directeur de la rédaction de la *Revue Défense Nationale*.

Créée en 2014, la Chaire organisée par l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, à l'initiative de Louis Gautier et d'Hervé Drévuillon, a entamé sa deuxième saison lundi 19 janvier dans le cadre prestigieux de l'amphithéâtre Richelieu, haut lieu de l'histoire universitaire de notre pays. C'est ainsi le symbole de la passerelle qui doit unir la réflexion académique à la réflexion stratégique, rapprocher le monde de la Défense de celui de l'Université, deux univers qui – il faut l'avouer – ont eu du mal à dialoguer depuis très longtemps, avec des conceptions souvent opposées de l'État et de ses missions et prérogatives. Heureusement, les temps ont changé et les ponts se sont multipliés. La Chaire en est un exemple très pertinent, répondant à ce besoin d'échanges et de dialogues entre experts, mais aussi avec un public varié composé d'étudiants dont la connaissance du champ « défense » est souvent très limitée. Dès lors, l'amphithéâtre Richelieu avec ses bancs de bois et ses fresques très III^e République était le lieu *ad hoc*.

En 2014, environ 2 000 auditeurs ont assisté aux conférences et les interventions du colloque de clôture ont été publiées par la *RDN* dans son numéro de juin 2014. Les ambitions pour 2015 sont donc légitimes et pourront se développer au cours de ce cycle avec notamment l'appui à de jeunes chercheurs.

Il serait vain de vouloir restituer ici la densité des interventions et des échanges de cette soirée inaugurale autour d'un panel d'experts reconnus et aux approches distinctes contribuant à dynamiser un vrai débat. Mais il importe cependant de présenter les grandes idées et tendances qui sous-tendent la réflexion stratégique aujourd'hui.

Si le programme générique de la Chaire est tourné cette année vers l'Asie, il faut bien constater que les horizons stratégiques actuels sont durablement marqués par la prégnance de la crise et du conflit avec au minimum, selon les termes de Louis Gautier, plusieurs situations critiques dont certaines ont eu impact direct dans notre pays avec les attaques terroristes se réclamant du *djihad* à Paris et dans sa banlieue en janvier.



- Tout d'abord, la zone grise entre Syrie et Irak, avec la mainmise de *Daesh* sur des populations sunnites et l'élimination des minorités chrétiennes ou yézidis dans une barbarie sans limite, sans parler des exécutions médiatisées d'otages. La décomposition de ces États a créé une situation politique sans précédent avec la mise en place d'un État islamiste virtuellement réel.

- L'Iran reste candidat à l'arme nucléaire, avec le risque d'accroître la déstabilisation d'un Moyen-Orient déjà conflictuel. Téhéran est paradoxalement une des solutions de sortie de crise face à *Daesh* avec une alliance *de facto* au profit des autorités de Bagdad, elles-mêmes soutenues par les États-Unis et une coalition internationale à laquelle notre pays apporte une contribution militaire conséquente.

- La Libye n'existe plus et ce trou noir entraîne un chaos régional majeur déstabilisant tous les pays voisins, eux-mêmes encore en phase de transition après les « printemps arabes » de 2011, mais aussi une partie de l'Afrique sub-saharienne, ou plus au Sud où *Boko Haram* défie le Niger, le Nigeria, le Cameroun et le Tchad.

- Enfin, entre l'Ukraine et la Russie, rien ne va plus. Même le « général Hiver » n'a pas pu refroidir les ardeurs guerrières des différents acteurs (5 000 morts depuis le printemps 2014). Les milices pro-russes, bien équipées par Moscou, sont ainsi en train de prendre l'ascendant tactique sur les troupes ukrainiennes dont la motivation semble faiblir. Mais au-delà d'une confrontation inter-étatique, malgré les dénégations des parties en présence, c'est bien d'une nouvelle guerre froide dont il s'agit avec le choc non pas de civilisations mais de perception des relations entre les nations, avec pour Moscou, un retour au classique « rapport de force ».

À toutes ces situations critiques doivent se rajouter les tensions entre la Chine et ses voisins, rivalités de puissances et recherche de nouveaux modèles d'influence régionale, sans compter l'imprévisibilité de la Corée du Nord alternant les phases hostiles et des approches moins agressives. C'est d'ailleurs l'objet de ce cycle 2015 de la Chaire, d'autant plus que les Européens regardent trop souvent l'Asie sous un tropisme économique et rarement stratégique, alors même que les puissances asiatiques raisonnent désormais avec une approche clairement géopolitique.

Une des tendances lourdes de ces dernières années est la multiplication concomitante des crises. Cette simultanéité oblige désormais à penser celle-ci, à l'intégrer et donc à devoir gérer plusieurs opérations à l'extérieur et sur le territoire national, créant une tension forte sur nos capacités militaires engagées dans un processus difficile de réforme et de réduction du format. Les attaques terroristes de janvier ont néanmoins amené le Gouvernement à revoir en partie la LPM 2014-2019 et à diminuer les réductions d'effectifs initialement prévues et ainsi conserver 7 500 postes.



Paradoxalement, alors que les crispations internationales ne cessent de s'accroître, la France est relativement seule à répondre militairement, ses partenaires européens s'efforçant de rester en dehors et donc d'éviter de prendre le moindre risque. Cette évolution forte est inquiétante en termes de cohérence de la politique étrangère de l'Union européenne. Ainsi, en 2014, 21 pays membres de l'UE et également de l'Otan ont diminué leur effort de défense. Et trop souvent, la stratégie de certains États vise d'abord à ne pas se mettre en situation d'avoir à affronter le problème, en particulier le terrorisme islamiste. La nouvelle guerre froide avec la Russie est aussi une aubaine pour les États d'Europe du Nord et de l'Est, privilégiant ce théâtre à celui du Moyen-Orient ou de l'Afrique sub-saharienne.

Au repli européen s'oppose la montée en puissance d'autres pôles. Les uns citeront la sphère asiatique avec la Chine ou l'Inde, les autres parleront de l'Afrique du Sud ou du Brésil aux ambitions régionales clairement affichées. Les États-Unis, quant à eux, ne peuvent réduire la voilure, malgré une tentation de retrait fortement contrariée par le désastre actuel en Irak. Et la Russie veut retrouver un empire, au risque d'une surenchère nationaliste anti-occidentale. À la bipolarisation d'avant hier, à l'hyper-puissance d'hier, désormais, c'est un monde « *a*-polaire » qui émerge, avec la remise en cause des principes du droit international, comme le fait *Daesh* au Moyen-Orient. La raison du plus fort ?

Plus que jamais, décrypter les enjeux stratégiques est une urgence « vitale » alors que « l'*a*-polarité » de notre environnement international ouvre une phase d'incertitude majeure. À ce titre, cette Chaire contribuera à cette prise de conscience et au débat-citoyen, tout en permettant de préparer une nouvelle génération d'experts et de chercheurs dans ce domaine trop longtemps négligé au sein du monde universitaire français.

La participation aux travaux de la Chaire se fait par inscription sur :
chairestrategique.univ-Paris1.fr